



**Allocution prononcée par M. Jacques BILLANT,
Préfet de la Guadeloupe,
à l'occasion des vœux aux personnalités**

Vendredi 30 janvier 2015

Mon épouse et moi sommes heureux de vous accueillir à la résidence préfectorale et nous souhaitons la bienvenue, pour notre première cérémonie des vœux en Guadeloupe, aux acteurs de la vie politique, administrative, judiciaire, religieuse, économique, sociale et associative de la région.

Vous nous faites l'honneur d'être à nos côtés au moment où débute l'année 2015 et je veux d'abord vous présenter nos vœux les plus sincères de bonne et heureuse année, pour vous et vos proches.

Cette cérémonie des vœux prend un tour particulier après le drame que notre pays vient d'endurer.

La Nation a été mise à l'épreuve, elle a été frappée au cœur, c'est-à-dire dans ses principes fondamentaux : la liberté d'expression et la liberté de conscience. Nous avons été bouleversés par les actes odieux qui ont coûté la vie à 17 de nos concitoyens parce qu'ils étaient journalistes, policiers ou juifs.

Face à cette agression, notre peuple a montré sa vitalité. Il a exprimé aussi sa fierté dans les valeurs de la République. L'esprit du rassemblement national du 11 janvier devra désormais inspirer notre action dans la durée.

Mon épouse et moi découvrons la Guadeloupe depuis maintenant presque deux mois. Nous avons pleinement conscience de la chance que nous avons de vivre dans cette région. Comme l'écrivait Simone Schwarz-Bart : « Le pays dépend bien souvent du cœur de l'homme: il est minuscule si le cœur est petit, et immense si le

cœur est grand. (...) Si on m'en donnait le pouvoir, c'est ici même, en Guadeloupe, que je choisirais de renaître, souffrir et mourir ». Oui, en Guadeloupe, le cœur des femmes et des hommes que j'ai rencontrés est immense, ce qui en fait sa richesse et sa grandeur.

J'aime la Guadeloupe, parce que la Guadeloupe a beaucoup d'atouts et l'état d'esprit et le sens de l'accueil des Guadeloupéens ne sont pas les moindres.

L'amour incommensurable que vous portez à votre terre et à la chose publique est une source d'enrichissement pour le Préfet que je suis.

Je veux aujourd'hui vous en remercier et vous dire combien je suis sensible à l'accueil chaleureux que vous me réservez à chacune de nos rencontres sur le terrain.

Je constate à chaque fois combien vous vous investissez au quotidien pour accompagner et défendre les intérêts de notre région, même s'il est parfois difficile de faire des choix qui garantissent l'unanimité.

J'espère que de votre côté vous avez pu trouver en moi, en chacun des membres du corps préfectoral et en chacun des chefs de service de l'État, des interlocuteurs et des partenaires à l'écoute, attentifs à vos projets et à vos préoccupations.

Le sens de mon engagement à vos côtés sera toujours le même : tout faire pour satisfaire les attentes terriblement fortes que vous et nos concitoyens exprimez en matière de sécurité, d'emploi, de cohésion sociale, d'aménagement du territoire et même, tout simplement, de mode de vie.

Aucune de ces exigences ne nous permet le moindre relâchement.

L'État exprime et met en œuvre la volonté nationale et l'intérêt général, pour garantir et faire vivre au quotidien la cohésion sociale et territoriale.

C'est une tâche lourde, exigeante et passionnante qu'il n'a pourtant pas vocation à assumer seul, car nous n'avons pas d'autre choix que de trouver des solutions ensemble pour répondre à ces enjeux.

Tous les autres acteurs publics, toutes les forces de la société civile doivent être partie prenante dans le cadre d'un dialogue empreint de respect mutuel.

Ma méthode sera donc celle de l'ouverture et du dialogue, comme j'ai déjà pu l'exercer sur le sujet difficile de la gestion de l'eau comme dans les dossiers de la création de la société aéroportuaire ou des travaux du grand port.

En vous présentant mes vœux pour la nouvelle année, je ne peux ignorer les difficultés auxquelles est confronté notre pays, tant la crise se révèle plus longue et plus profonde que prévue.

Nous en avons payé le prix en 2014 avec une croissance faible et un chômage élevé. La Guadeloupe n'a pas été épargnée.

Le Président de la République a réaffirmé combien l'état même du pays justifiait les efforts demandés aux Français, en étant conscient de ce qu'ils représentent, en étant conscient que les résultats sont forcément toujours trop longs à apparaître.

Pour autant, il nous faut avoir conscience des réformes importantes qui ont été engagées pour rétablir nos comptes publics, améliorer la compétitivité des entreprises, moderniser le marché du travail, consolider nos retraites, refonder l'éducation de nos enfants.

Mais nous devons aller plus loin et aller d'initiatives en initiatives pour remonter la pente économique, raffermir le lien social et redonner confiance à nos concitoyens dans les atouts et les capacités de notre Nation.

« La France a tous les atouts pour réussir. Nous sommes un pays d'invention, d'innovation, de création dans tous les domaines ».

En le réaffirmant, le Président de la République a fixé aux services de l'État une feuille de route claire et ambitieuse.

Il s'agira pour nous en 2015 d'améliorer la vie quotidienne des Guadeloupéens dans tous les domaines : la sécurité, l'emploi, le logement, les transports, la consommation, la solidarité. Il s'agira d'ouvrir de nouveaux droits pour établir l'égalité entre les femmes et les hommes et permettre à notre société d'accompagner le grand vieillissement. Il s'agira de

préparer l'avenir et notamment celui de nos enfants à travers l'école de la République.
Il s'agira enfin de tout faire pour améliorer nos performances économiques.

Et tout cela, nous devons le faire en développant notre réactivité, notre rapidité et notre capacité d'anticipation.

Le premier de nos objectifs sera l'emploi.

Le chômage, même si sa progression a été enrayée et si la tendance est encourageante, est encore à un niveau trop élevé.

Il nous faudra donc accélérer et amplifier la reprise économique qui s'annonce en Europe, par l'investissement. De sa vigueur dépendront le volume des embauches et le niveau de la croissance. C'est le sens du pacte de responsabilité et de solidarité que le Président de la République a proposé aux entreprises : alléger des normes, comme le coût du travail, avec en contrepartie des emplois supplémentaires et un meilleur dialogue social.

Le pacte est aujourd'hui une réalité. L'État y consacre 40 milliards d'euros à l'horizon 2017. 40 milliards, c'est une somme considérable au regard de la situation de nos finances publiques. Ce sont deux points de la richesse nationale qui vont ainsi être transférés.

2015 verra en Outre-Mer une augmentation du taux du crédit impôt compétitivité à 7,5 % pour atteindre en 2016 le taux plein de 9 %. 2015 est aussi la première année où les cotisations sociales vont être allégées, avec un dispositif zéro charge au niveau du SMIC. 2015 est aussi l'année où l'impôt sur le revenu des ménages de catégories moyenne et modeste va être allégé. 9 millions de Français sont concernés.

Quel est l'objectif ? C'est l'emploi, avec comme leviers la nécessaire restauration des marges des entreprises pour relancer l'investissement, la hausse du pouvoir d'achat afin de soutenir la consommation et la négociation collective dans les branches pour favoriser les embauches.

Car un pacte suppose des contreparties. Un mouvement est engagé, mais le rythme est encore trop lent.

Je souhaite que nous nous engagions pleinement dans cette démarche avec les chefs d'entreprise guadeloupéens et les syndicats en formalisant très vite notre stratégie guadeloupéenne pour la croissance et l'emploi.

L'emploi, c'est aussi la compétitivité et l'attractivité.

Nous devons faire venir davantage de touristes dans la Région en améliorant les infrastructures hôtelières et en nous appuyant sur une extraordinaire biodiversité, des paysages magnifiques et une population accueillante.

L'emploi, c'est encore la simplification pour la création d'entreprise, pour les conditions d'activités des TPE et des PME.

Ce sera une attention constante de ma part.

L'emploi, c'est enfin la formation. Le Gouvernement a fait du développement de l'alternance une priorité. En 2014, près de 1000 contrats d'apprentissage et 500 contrats de professionnalisation ont été signés en Guadeloupe, il nous faudra amplifier cette dynamique en 2015.

Le second objectif reste celui de la réduction des déficits publics. C'est à la fois un enjeu de liberté pour ne pas dépendre de l'extérieur pour le financement de nos emprunts et un enjeu de pouvoir d'achat pour stabiliser le niveau des prélèvements et à terme réduire les impôts dans le cadre de la réforme fiscale.

Le programme d'économies concernera l'État qui doit montrer l'exemple, mais aussi les collectivités locales et la sécurité sociale.

Il s'agit là d'un chantier inséparable de celui de la modernisation de l'État, de la simplification administrative, de la déconcentration des décisions et de la nouvelle étape de la décentralisation qui va s'ouvrir avec une clarification des compétences et de nouveaux transferts de responsabilités.

Le troisième objectif, c'est la transition énergétique. C'est un enjeu écologique, économique et industriel. Il s'agira donc pour nous de tirer parti des grandes potentialités

qu'offre le territoire Guadeloupéen : le soleil, le vent, la houle et le volcan, pour augmenter la part du renouvelable et accélérer la transition.

Le quatrième objectif concerne bien sûr l'aménagement de notre territoire et le partenariat avec les collectivités locales.

En ce début d'année 2015, nous allons inscrire notre ambition pour la région dans le contrat de projet État-Région.

Ce contrat définit la stratégie d'investissements que nous voulons pour couvrir à l'horizon 2020 les enjeux essentiels de notre région.

L'État s'engagera aux côtés du Conseil régional et du Conseil général à hauteur de 150 M€ pour financer des projets structurants en faveur de la croissance : l'eau et l'assainissement bien sûr, la rénovation urbaine, la transition énergétique, le numérique... C'est une hausse de 26 % par rapport au contrat précédent et cela représente un montant d'aide par habitant plus de deux fois supérieur au montant d'aide par habitant constaté au niveau national. Autant de projets qui traduisent l'ambition du Gouvernement pour accompagner les territoires d'outre-mer dans leur développement et dans la relance de l'investissement public au bénéfice de l'emploi.

Au-delà de ces 4 objectifs, il nous appartiendra de veiller à la cohésion de notre société.

Certains de nos concitoyens sont toujours tentés de s'en remettre à la défense des intérêts particuliers quand l'intérêt général leur paraît plus incertain.

Alors, l'État doit être garant de l'unité de la Nation et des valeurs de la République. Il lui revient de les faire respecter avec fermeté.

Je pense bien sûr à la sécurité qui est la garantie de la liberté, à l'indépendance de la justice qui est la garantie de l'impartialité et à la laïcité qui est la garantie de vivre ensemble.

Je serai pour ma part intransigeant face à tout manquement, face au racisme, face à

l'antisémitisme, face aux discriminations, et ce, particulièrement après les attentats que nous avons subis.

Car la liberté d'expression n'est pas négociable, notre République n'est pas négociable, les lois ne sont pas négociables, notre modèle français n'est pas négociable.

Le Président de la République nous rappelle que c'est ce modèle français qui nous permet d'avancer, génération après génération et qui porte la France comme modèle sur la scène internationale.

En ce début 2015, c'est donc sous le signe du rassemblement que nous devons aborder une année décisive pour l'avenir de notre pays.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont réels. Ils sont graves et nombreux. Ils ne seront pas relevés facilement, ni rapidement. Mais sachez qu'ils le seront.

Nous sommes rassemblés en ce début d'année, parce que l'espérance doit toujours triompher sur la crainte. Notre détermination va vaincre, parce que les valeurs sur lesquelles elle repose : le travail, le courage, la loyauté, la tolérance, la curiosité, l'amour de son pays, sont des valeurs anciennes et des valeurs vraies.

Elles ont été les moteurs du progrès tout au long de notre histoire. Ce qui est nécessaire, c'est donc de les faire perdurer contre vents et marées.

Qu'il soit dit à nos enfants et nos petits-enfants que lorsque nous avons été mis à l'épreuve, nous avons refusé de baisser les bras, nous n'avons pas failli.

C'est donc un message d'espoir que je vous livre ce soir, ni convenu ni incantatoire, mais fondé sur la certitude que rien ne résistera à l'effort de tous, à la détermination de tous ceux qui exercent une responsabilité politique, économique et sociale, et à l'unité, toujours victorieuse des querelles inutiles.

Soyez assurés de mon engagement à vos côtés en ce sens.

Je veux enfin réaffirmer à mes équipes ma fierté de diriger l'action des services de l'État⁷⁷ en Guadeloupe, tant je sais pouvoir m'appuyer au quotidien sur des fonctionnaires

engagés dans leur mission de service public, au profit de la Guadeloupe et des Guadeloupéens.

J'ai à ce titre une pensée particulière pour nos policiers, pour nos gendarmes et pour nos pompiers qui n'hésitent pas à mettre leur vie en danger pour préserver la nôtre.

Je pense aussi à nos militaires engagés sur notre territoire et à l'extérieur de nos frontières pour lutter contre le terrorisme, pour défendre les Droits de l'Homme, la dignité de la femme, l'exception culturelle et la préservation de la planète.

Qu'ils en soient, en mon nom propre et en votre nom à tous, chaleureusement remerciés.

J'ai été un peu long, mais dans le fond, je ne pouvais faire autrement au regard de la réserve républicaine qui s'impose aux préfets en période électorale et qui va me réduire au silence dans peu de mois.

Aujourd'hui, je pouvais donc encore m'exprimer librement.

Je vous propose maintenant de vous ressourcer dans un cadre que mon épouse et moi souhaitons le plus convivial.

Très bonne année 2015 à tous.